

Compte-rendu du meeting unitaire du 5 juin 2024 pour l'annulation des 45 fermetures de classes, l'annulation des fermetures d'établissements et l'ouverture de toutes les classes et places nécessaires.

à l'appel du Collectif 45 classes, l'AMF 22, les DDEN 22, la FCPE 22, la CGT-Éduc'action 22, le SNUDI-FO 22, la FSU-SNUipp 22, le SE-UNSA 22, SUD-Éducation 22

Une unité sans précédent

Une très grande unité s'est réalisée au cours de la bataille contre le plan énorme de 45 fermetures de classes à la rentrée de septembre 2024 : la mobilisation a rassemblé des maires et de nombreux élus, avec l'AMF, les parents, avec les associations de parents, la FCPE, les enseignants avec leurs organisations syndicales. Quatre assemblées de délégations d'écoles se sont tenues. Rassemblements, audiences, courriers ont été décidés et mis en œuvre.

Mobilisation d'une puissance considérable

C'est la deuxième année consécutive que la direction académique ferme des classes à un niveau jamais vu. Il est inédit aussi que 51 délégations d'écoles soient reçues à la DSDEN. Sans l'ouverture, ou après fermeture, les écoles vont se retrouver dans une situation très difficile. Elles n'ont pas le choix que de continuer à se battre, comme Pluzunet, Plouha, ou Ploufragan Louise Michel à qui la direction académique vient encore de refuser l'ouverture malgré une moyenne de plus de 27 élèves par classe.

À l'issue de mobilisations impressionnantes, des écoles comme Treffrin et Trédrez-Loquémeau ont arraché l'annulation de la fermeture. Mais elles savent qu'elles n'ont que gagné un sursis, avec l'annonce du préfet que les prochaines années vont voir autant de classes fermer.

Pourquoi les classes ferment-elles et vont-elles fermer les unes après les autres ?

Le préfet des Côtes-d'Armor est très clair. Lors du rassemblement du 22 février, à la délégation de parents, de maires, du collectif 45 classes et des organisations syndicales, il a justifié la destruction des postes et des classes par l'application de la loi de finances, et parce que la situation internationale l'exige : « Il n'est pas possible de sanctuariser ni l'école, ni l'hôpital ! ». Seul le budget des armées mérite d'être préservé selon lui.

Un mandat clair

Tous ensemble, nous refusons cette logique. Nous demandons que soit annulée la totalité du plan de 45 fermetures de classes et que soient donnés les moyens pour toutes les ouvertures de classes nécessaires au bénéfice des élèves. Cette année, la mobilisation a été plus forte que l'an passé. Pour l'instant, nous n'avons pas obtenu satisfaction, alors il faut encore renforcer la mobilisation et l'unité. C'est ce qui a permis aux soignants de l'hôpital de Saint-Brieuc d'obtenir le retrait du projet d'augmentation du temps de travail, mesure voulue par la direction de l'hôpital là-encore pour réaliser des économies.

« Nous ne baissons pas les bras. Prolongeons le combat ! »

La FCPE « dénonce la non prise en compte du handicap et demande la baisse des effectifs par classe », ainsi que « le tri des élèves dès la 6^e » dont l'avenir est tracé d'avance. Le SE-UNSA explique que « la problématique des élèves à troubles du comportement justifie à elle-seule la revendication d'annulation des fermetures de classe ». La CGT-Éduc'action est partie prenante du combat engagé, « qui se renouvellera l'année prochaine ». Contre la volonté d'atomiser et de favoriser la concurrence entre individus, « le collectif est fondamental ». La FSU-SNUipp rappelle les votes unanimes contre le projet de carte scolaire, les motions des conseils municipaux et toutes les initiatives, « nous ne baissons pas les bras. Prolongeons le combat ! ». Pour le SNUDI-FO, « la question de la grève des personnels, avec le soutien des parents, est posée, partout, pour arracher les postes qui permettraient aux écoles de fonctionner dans des conditions acceptables pour les élèves, les parents, les enseignants. »

De riches échanges

Parmi les participants au meeting, le maire de Plouha se désole que « Le ministre des finances prévoit 20 milliards d'économies ». Sa prédiction que les communes se retrouvent à payer les enseignants, n'était pas contestée par les inspecteurs de l'éducation nationale. « Les maires tiennent à bout de bras la République actuellement ». Un membre du Collectif 45 classes explique que la force du Collectif réside dans la clarté du mot d'ordre : « la méthode est bonne » comme le démontre l'unité réalisée. L'adjointe aux affaires scolaires de Plérin apporte le soutien total du maire de Plérin, contre le désengagement de l'État. Le secrétaire général de l'Union départementale Force ouvrière salue l'unité formidable des organisations car « il est urgent d'arrêter les fermetures de classes ». Une enseignante évoque la mise à mal de l'école de Paimpol, qui possédait 16 classes en 2016, et est passée à 8 classes après fusion des quatre écoles en une seule. Selon une de ses collègues de l'école du Mené, confrontée à une école sur quatre sites, « cela ne fonctionne pas ». Le maire de Pléhédel déplore la fermeture alors que le nombre d'élèves est supérieur à celui de l'année dernière. Il veut savoir comment mobiliser d'ici la rentrée. [La direction académique a annoncé le 6 juin, au lendemain du meeting, que le CSA ajustements de rentrée scolaire se tiendrait le 29 août... ou en juillet].

Une déclaration adoptée à l'unanimité réaffirme les revendications

À l'issue du meeting, a été discutée, amendée puis adoptée à l'unanimité la déclaration :

50 parents, enseignants, élus, réunis le mercredi 5 juin à Saint-Brieuc, à l'appel du Collectif 45 classes, l'AMF 22, les DDEN 22, la FCPE 22, la CGT-Éduc'action 22, le SNUDI-FO 22, la FSU-SNUipp 22, le SE-UNSA 22, SUD-Éducation 22, exigent que les enfants bénéficient de conditions de scolarisation favorables dans les écoles publiques.

Nous refusons, comme le préfet des Côtes-d'Armor nous l'a signifié, que l'avenir des jeunes générations soit sacrifié. Nous ne pouvons nous résigner à ce que tout s'aggrave du fait des politiques d'austérité, dans la logique néolibérale, au prétexte notamment de la situation internationale.

Nous demandons solennellement l'annulation de la totalité du plan de 45 fermetures de classes, l'annulation des fermetures d'établissements et l'ouverture de toutes les classes et places nécessaires au bénéfice des élèves.